



RENDU EXECUTOIRE LE

**12 MAI 2023**

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 09/05/2023

Reçu en préfecture le 09/05/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230509-23\_A\_ESE\_0021-AR



**ARRETE N° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0021**

**en date du - 9 MAI 2023**

**Fixant la dotation au titre de 2022  
pour l'application des revalorisations  
salariales dites « mesures CASTEX » pour le  
service AEMO/AED géré par l'UDAF 86**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

**VU** l'ordonnance 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

**VU** le décret 2010-214 du 02/03/10 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la PJJ ;

**VU** la transposition par accords collectifs des mesures « Laforcade » qui étendent le Ségur 1 conformément à l'article 43 de la loi de financement de la sécurité sociale 2022 en faveur, entre autres, des établissements médico-sociaux financés par les Départements ;

**VU** la délibération de l'Assemblée départementale du Département de la Vienne en date du 24 juin 2022 relative aux mesures salariales pour le secteur du handicap et de l'enfance, Ségur de la Santé appliqué aux établissements et services sociaux et médico-sociaux actant d'un montant de 1 200 000 € pour les établissements de l'Enfance ;

**CONSIDERANT**, d'une part, la remontée d'information effectuée par l'UDAF 86 le 24 avril 2023, permettant d'établir un nombre prévisionnel 2022 d'équivalents temps-plein concernés par lesdites revalorisations effectives au 1<sup>er</sup> avril 2022 ainsi que son impact budgétaire ;

**SUR** proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** Au titre des mesures salariales pour les professionnels du service AEMO-AED de l'UDAF 86, une dotation complémentaire et prévisionnelle au titre de l'exercice 2022 est allouée à l'UDAF pour un montant de **42 020 €** correspondant à **10,80** équivalents temps-plein (ETP) rémunérés. Ce montant s'établit de la façon suivante pour les établissements et services concernés : Il sera versé en une seule fois sous forme de dotation.

**ARTICLE 2 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienn86.fr](http://lavienn86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienn86.fr](http://lavienn86.fr) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

**ARTICLE 3:** Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne [lavienn86.fr](http://lavienn86.fr) et notifié aux intéressés.

Fait à POITIERS, le - 3 MAI 2023

**Le Président  
du Conseil Départemental de la Vienne,**



**Alain PICHON.**